

# La province minée par une pénurie alarmante de dentistes

**A l'instar des médecins, les dentistes sont en pénurie dans notre province.**

**Quelles sont les causes et les solutions ?**

## ● Xavier CREER

**P**our prendre rendez-vous chez son dentiste en province de Luxembourg, il faut s'armer d'une patience... de plusieurs semaines au minimum pour avoir une place. C'est que toute la province est touchée par le même mal : les dentistes sont en pénurie chez nous ! Un phénomène assez similaire à ce que la province subit avec les médecins.

« La pénurie est bien là, confirme Michel Devriese, past-président de la Société de médecine dentaire (SMD) et responsable des questions professionnelles. *Le problème n'est pas le manque de diplômés (NDLR : un avis que ne partagent pas certains dentistes consultés, qui remettent en cause le numerus clausus et la limitation du nombre de diplômés), je dirais même que depuis 3 à 4 ans, les promotions qui sortent sont plutôt pléthoriques, mais c'est la répartition des dentistes qui est très mauvaise. Il faut parvenir à attirer les dentistes en pro-*

*vince de Luxembourg. Car les futurs dentistes font leurs études dans trois universités, à Bruxelles ou à Liège, et après avoir passé cinq ans là-bas, ils ont tendance à rester dans les grands centres urbains.*

*Le problème se situe aussi au niveau de la formation car il n'y a que 12 maîtres de stage chez vous, pour 80 à Liège par exemple. Il y a un vrai manque alors que chaque élève doit effectuer un an de stage après ses études. »*

Conséquence directe, dans la commune de Vaux-sur-Sûre par exemple, les deux dentistes ne peuvent plus accepter les nouveaux résidents, faute de temps. Alors qu'à Florenville, il n'y a que trois dentistes pour 10 000 habitants. Plus globalement, la situation dans l'arrondissement de Virton est la pire, avec moins de 5 praticiens par tranche de 10 000 habitants, le taux le plus bas de la province. Il n'existe malheureusement pas (encore) de chiffres précis commune par commune. « On y travaille », indique Michel Devriese.

## Les autorités muettes !

Les exemples ne manquent malheureusement pas. D'autant que le problème ne date pas d'hier. Mais que rien ne bouge. « Nous avons attiré l'attention des autorités wallonnes depuis 2014, mais il n'y a eu aucun geste concret ni de communication sur le sujet. Alors qu'il faut impérativement attirer l'attention sur ce problème », déplore-t-il.

Un plan « impulseo » avait pourtant été élaboré voilà quatre ans par l'INAMI, « mais la compétence a été transférée aux Régions entre-temps et vu qu'aucun budget n'a été transféré pour ça, c'est tombé à l'eau ».

## « 10 dentistes changeraient la situation »

Car Michel Devriese est convaincu que des solutions existent pour pallier cette pénurie. « Nous expliquons déjà aux jeunes diplômés que les provinces de Luxembourg, Namur et du Hainaut sont en déficit et que de très belles carrières y sont possibles, commente le past-président

de la SMD. Il faudrait aussi mettre en place un vrai plan, que les responsables politiques suivent la situation et affinent l'accessibilité, avec des chiffres objectivés. Puis, il faudrait mettre en place des expériences pilotes avec une politique incitative.

Si cela avait été fait en 2014, on y verrait déjà plus clair. D'autant que ces expériences mettent du temps à fonctionner, comme on l'a vu avec les médecins. Car ce n'est pas parce que l'on met un incitant financier que l'on aura une horde de dentistes qui répondront. Il faut tester, évaluer... Déjà faire venir 10 dentistes changerait la situation.»

À l'instar des médecins,

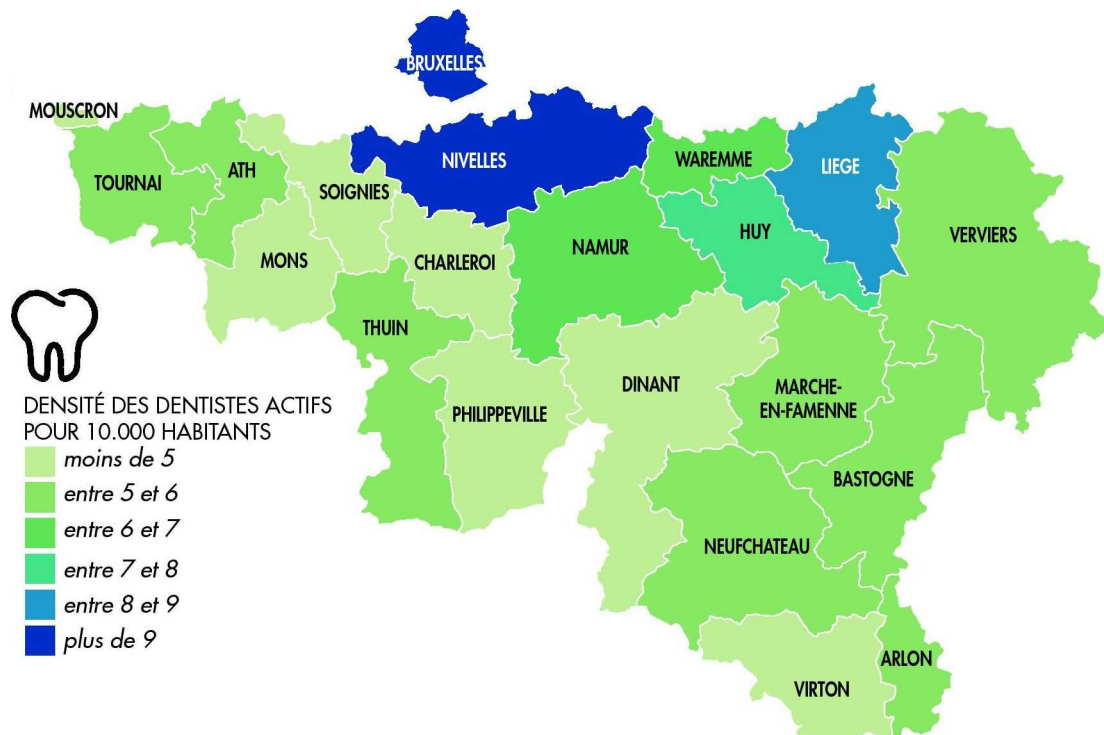
la solution passe sans doute par la création de cabinets dentaires. « En effet et il y a de plus en plus de cabinets organisés en groupe, ce qui permet de répartir les investissements qui sont très lourds (NDLR : 100 000 € rien que pour l'équipement de base!). Mais cela ne doit pas nuire à la proximité. »

Autre piste de solution, la création d'un diplôme d'hygiéniste bucco-dentaire : « Vu que les praticiens sont submergés, ils seront sûrement heureux d'avoir la collaboration d'une hygiéniste pour se décharger de plusieurs soins et ainsi gagner du temps de travail. On peut estimer que 30 % de l'activité d'un

dentiste peut être pris en charge par un hygiéniste. C'est peut-être une solution. Mais les premiers sortiront dans trois ans seulement. »

À l'instar des médecins, la clé viendra peut-être aussi de l'étranger. « Suite à un article, un dentiste roumain est venu s'installer à Mouscron », illustre Michel Devriese.

Quoi qu'il en soit, les autorités ne peuvent plus attendre pour prendre cette problématique en main. D'autant que le phénomène est encore pire pour les dentistes spécialisés. Des dentistes qui sont en train de perdre leur sourire ■



## ARLON « Un an pour recruter des dentistes »

Il y a trois ans, le docteur Alain Sarmadi a transformé une ancienne banque située dans le piétonnier d'Arlon en un cabinet dentaire flambant neuf. « Je suis un peu un cas à part. J'ai un cabinet dentaire au Grand-Duché depuis vingt ans qui fonctionne très bien. C'est un ami, propriétaire du bâtiment à Arlon, qui m'a contacté. Il m'a dit que le centre-ville se vidait et que ce serait une idée d'y installer un cabinet dentaire. J'ai décidé d'investir et de recruter des dentistes ».

Et c'est là que la pénurie de dentistes s'est invitée dans ce projet : « Pendant un an, j'ai travaillé seul à Arlon à raison de trois jours par semaine, dix heures par jour. En plus de mon cabinet à faire tourner à Luxembourg. Ce n'est pas ce que j'avais imaginé. Ça a été très compliqué. » Depuis lors, le dentiste a pu recruter trois collaborateurs, grâce à sa particularité. « Je suis maître de stage et je forme des dentistes en stage la dernière année de leur cursus. J'ai pris deux sta-

giaires qui sont ensuite restés dans mon cabinet à Arlon. Ce ne sont pas des gens de la région, mais on va les chercher où ils sont. L'un vient de Bruxelles », explique le docteur Sarmadi.

Sans la structure commune du cabinet dentaire, ce recrutement aurait été bien plus complexe. « Les jeunes veulent vivre dans les grandes villes pour sortir, profiter d'un certain confort de vie. Ils veulent aussi du temps libre, partir en vacances. Les femmes veulent du temps à consacrer à leurs enfants. En tra-

vaillant à plusieurs sur un même site, les horaires sont plus flexibles ».

Les coûts sont également mutualisés. Ce qui est loin d'être anodin quand on sait que l'aménagement d'un cabinet dentaire coûte en moyenne 100 000 €. « Il faut en plus acheter régulièrement du matériel à la pointe de la technologie. Du matériel qui coûte de plus en plus cher. » La patientèle s'y retrouve également puisqu'elle peut avoir sur un même site plusieurs spécialistes dans les soins bucco-dentaires. ■ **I.B.**

## BASTOGNE

## « Je ne vois pas de porte de sortie »

Dentiste à Bastogne depuis 1977, Georges Mathurin pratique toujours aujourd'hui, à 65 ans. Par passion, mais aussi pour donner un coup de main à son fils, qui a repris le cabinet paternel. C'est que l'arrondissement de Bastogne ne fait pas exception, il souffre d'une pénurie évidente de dentistes. Et cela a des répercussions sur les week-ends et les gardes, comme l'explique celui qui est le responsable des gardes en province de Luxembourg : « La

province est divisée en trois zones et il y a une garde par zone. La garde est obligatoire, sous peine de perdre son agrément. Mais le problème est que des patients débarquent en garde car ils veulent être soignés mais n'ont pas de dentiste attiré. En plus de cela, les vieux praticiens sont fatigués des gardes alors que les nouveaux ne sont pas là. Et même s'ils le sont, les jeunes sont moins disponibles que leurs aînés, question de génération. »

Georges Mathurin ne mâche pas ses mots sur la situation ac-

tuelle. « Je ne vois pas de porte de sortie dans l'immediat, lâche le dentiste. D'autant qu'en ruralité, un grand nombre de dentistes ont été diplômés dans les années 80 et ils arrivent à la pension. Puis avec l'informatisation obligatoire, certains arrêtent car ils maîtrisent peu ces outils. »

De plus, avec la féminisation de la profession, les femmes ont parfois moins de disponibilités avec leur vie de famille donc les heures de prestations ont été réduites. En campagne, certains n'ont tout simplement plus de dentiste. » Illustration

de cette pénurie, le délai d'attente pour un rendez-vous au cabinet Mathurin est de deux mois, « mais on essaye d'intercaler les urgences. »

Georges Mathurin cible le numerus clausus comme première cause. « Il n'y a plus assez de diplômés, assure-t-il. Et le système n'aide pas non plus puisqu'un numéro INAMI est directement donné à un diplômé polonais par exemple alors qu'il y a des diplômés belges qui ne peuvent pas en obtenir. C'est une ineptie ! » ■ **X.C.**

**MARCHE-EN-FAMENNE****Un délai de deux mois**

« Les dentistes commencent à manquer à Marche-en-Famenne, indique Loredana Capuzzi, dentiste au cabinet dentaire de la mutualité chrétienne. Ces dernières années, trois à quatre dentistes, qui ne prenaient déjà plus de patients supplémentaires, ont arrêté pour un ou deux nouveaux seulement. Par exemple, il y a une dentiste qui a commencé voilà 7,8 ans et qui ne prend déjà plus personne. » Conséquence, des délais de rendez-vous bien long : « Dans notre cabinet, on prend encore des patients, mais on fonctionne avec une liste d'attente. Là, les prochains rendez-vous disponibles sont en avril ». Et le problème est pire le week-end :

« Il y a bien des gardes désignées, mais des gens sont déjà venus chez nous car elles n'étaient pas réellement assurées. Cela va un peu mieux, il y a eu un rappel à l'ordre. Mais si ce n'est pas le cas, il n'y a pas non plus de service hospitalier en dentisterie par ici. Les gens doivent donc parfois trouver une autre solution

en cas d'urgence. » Loredana Capuzzi de terminer : « Je ne crois pas qu'il y a un manque de diplômés, mais il faut les inciter à s'installer dans notre province. Il faut aussi qu'ils osent faire le pas. » ■ **X.C.**

**VIRTON De plus en plus de fauteuils vides**

« D'ici cinq ans, la région de Virton de Virton, mais dont les dentistes arrivés à l'âge de la retraite ». Installé depuis 35 ans à Saint-Mard, le dentiste Pascal Bertin brosse un triste tableau d'un manque flagrant de confrères dans la région de Virton. « Personnellement, je ne peux garantir un rendez-vous le plus proche à ma patientèle que dans des délais de quatre à six semaines. Un véritable problème de désertifica-

tion touchant la région de Virton, mais dont les conséquences jouent au niveau régional, voire transfrontalier ». C'est ainsi qu'à Athus, les cabinets de dentistes ont disparu pour se retrouver au Grand-Duché. Et que du côté de Virton, avec un temps à Montmédy et deux cabinets à Stenay et Margut, de nombreux habitants de la région de Montmédy passent la frontière belge. « Il y a deux ans,

la fermeture d'un cabinet virtonnais où œuvraient deux dentistes n'a pas trouvé de repreneur. Et pourtant, alors que la pénurie existe, c'était une aubaine pour une reprise par un voire deux jeunes dentistes qui auraient limité des frais d'installation. Et les fauteuils de dentistes des deux bâtiments de mutualistes de Virton restent vides ». Et on ne se bouscule pas dans la région de Florenville, Tintigny, Étalle, Saint-Léger...

solution passerait d'abord par la création d'un cadastre mettant en exergue les régions en manque. Et à ce moment, pourquoi ne pas accorder des numéros INAMI là où existe le manque. D'autant que l'obligation de consulter un dentiste une fois par an pour continuer à profiter du remboursement des frais par les mutuelles crée des « embouteillages » impressionnants en fin d'année. ■

**G.VDE.**